

Avis de convocation / avis de réunion

SCPI URBAN PATRIMOINE

Société Civile de Placement Immobilier au capital de 7 729 670 EUROS
Siège Social : 10, rue du Chevalier Saint-George 75001 Paris
PARIS R.C.S. 525 221 883

Avis de convocation à l'Assemblée Générale Ordinaire du 12 juin 2018

Les associés de la SCPI URBAN PATRIMOINE, sont convoqués à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le mardi 12 juin 2018 à 09h30 au siège social de la Société de Gestion URBAN PREMIUM, 10 rue du Chevalier Saint-George - 75001 PARIS, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Approbation des rapports et des comptes annuels 2017,
- Approbation des conventions réglementées,
- Quitus à la Société de Gestion
- Renouvellement de la confiance accordée au Conseil de Surveillance,
- Approbation et répartition des résultats de l'exercice 2017,
- Approbation des valeurs comptable, de réalisation et de reconstitution de la société
- Indemnité du Conseil de Surveillance,
- Délégation de pouvoir pour l'accomplissement des formalités légales,

Si le quorum n'était pas atteint, une nouvelle Assemblée Générale Ordinaire serait réunie mercredi 20 juin 2018 à 10h30 à l'adresse mentionnée ci-dessus, pour délibérer sur le même ordre du jour.

PREMIÈRE RÉOLUTION – Approbation des rapports et des comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2017

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture des rapports de la Société de Gestion, du Conseil de Surveillance ainsi que du Commissaire aux Comptes, approuve lesdits rapports, les comptes, l'état patrimonial, le compte de résultat, et l'annexe de l'exercice 2017 ainsi que les opérations qu'ils traduisent.

DEUXIÈME RÉOLUTION – Approbation des conventions réglementées

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du rapport du Commissaire aux Comptes concernant les conventions soumises à l'article L.214-106 du Code Monétaire et Financier, approuve lesdites conventions.

TROISIÈME RÉOLUTION – Quitus à la Société de Gestion

L'Assemblée Générale donne à la Société de Gestion quitus de sa mission pour l'exercice écoulé et lui renouvelle sa confiance aux fins d'exécution de son mandat dans toutes ses dispositions.

QUATRIÈME RÉOLUTION – Renouvellement de la confiance accordée au Conseil de Surveillance

L'Assemblée Générale prend acte de la mission accomplie par le Conseil de Surveillance pour l'exercice écoulé et lui renouvelle sa confiance.

CINQUIÈME RÉOLUTION – Approbation et répartition des résultats de l'exercice 2017

L'Assemblée Générale approuve l'affectation et la répartition du bénéfice distribuable au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2017 telles qu'elles lui sont proposées par la Société de Gestion.

Elle décide d'affecter le bénéfice distribuable, c'est-à-dire :

- Report à nouveau des exercices antérieurs :	794,32 €
- Résultat de l'exercice 2017 :	103 730,46 €
- Total bénéfice distribuable :	104 524,78 €

à la distribution des dividendes, déjà versés sous forme d'acomptes aux associés pour 98 525,31 € et le solde au report à nouveau soit 5 999,47 €.

En conséquence, le dividende unitaire ordinaire revenant à une part de douze mois de jouissance est arrêté à 5,07 € et a été intégralement versé sous forme d'acomptes.

SIXIÈME RÉOLUTION – Approbation des valeurs comptable, de réalisation et de reconstitution de la société

L'Assemblée Générale, vu l'état annexe aux comptes retraçant la valeur comptable (415,12 €), la valeur de réalisation (392,05 €) et la valeur de reconstitution (475,57 €) de la Société, par part, approuve lesdites valeurs de la Société URBAN PATRIMOINE au 31 décembre 2017.

SEPTIÈME RÉOLUTION – Indemnité du Conseil de Surveillance

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil de Surveillance, décide de ne pas verser d'indemnité aux membres du Conseil de Surveillance pour l'exercice 2018, sans préjudice du remboursement de tous frais de déplacement et d'assurance en responsabilité civile professionnelle des membres.

HUITIÈME RESOLUTION – Délégation de pouvoir pour l'accomplissement des formalités légales

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée à l'effet de procéder à tous dépôts et toutes formalités de publicité prévus par la loi.